

---

# ASSEMBLER TOUTES LES PIÈCES DU PUZZLE

**Ou pourquoi le traité sur le commerce des armes doit réguler les pièces et composants utilisés pour les armes et les équipements militaires**

---

**JUIN 2012**



Oxfam est un membre de **contrôlez** les armes



## Résumé

- Les équipements militaires et les armes modernes ne peuvent pas être fabriqués ou entretenus sans les pièces ou les composants. Cependant, ceux-ci s'échangent sur un marché mondialisé mal régulé.
- Entre 2008 et 2011, le marché mondial des pièces et des composants s'élevait à au moins 9,7 milliards de dollars.
- Les armes sont assemblées à partir de composants provenant des quatre coins du monde, et souvent de pays dépourvus de systèmes efficaces de contrôle des transferts d'armes.
- Le commerce des pièces détachées insuffisamment régulé permet aux utilisateurs irresponsables de contourner les embargos sur les armes.
- Le traité sur le commerce des armes (TCA) offre une opportunité unique de réguler également les pièces et les composants spécialisés intervenant dans le commerce des armes. Ce traité sera foncièrement vicié si cette régulation en est exclue.

## POUR UNE RÉGULATION MONDIALE DU COMMERCE DES PIÈCES ET DES COMPOSANTS

Les équipements militaires et les armes modernes ne peuvent pas être fabriqués ou entretenus sans les pièces ou les composants qui s'échangent sur un marché mondialisé. Si ce commerce n'est pas régulé parallèlement au commerce des armes complètes, il sera impossible de réduire l'impact des transferts irresponsables d'armes sur les droits de l'Homme, la sécurité et le développement.

**Entre 2008 et 2011, le marché mondial des pièces et des composants s'élevait à au moins 9,7 milliards de dollars.**<sup>1</sup> Cet important arsenal de pièces d'armement s'étend des composants de pointe destinés aux avions aux pièces pour armes de petit calibre et armes légères. Sans ce flux massif de pièces et de composants, le commerce des armes tel que nous le connaissons actuellement n'existerait pas.

### Le rôle des pièces et des composants dans la production d'armes légères

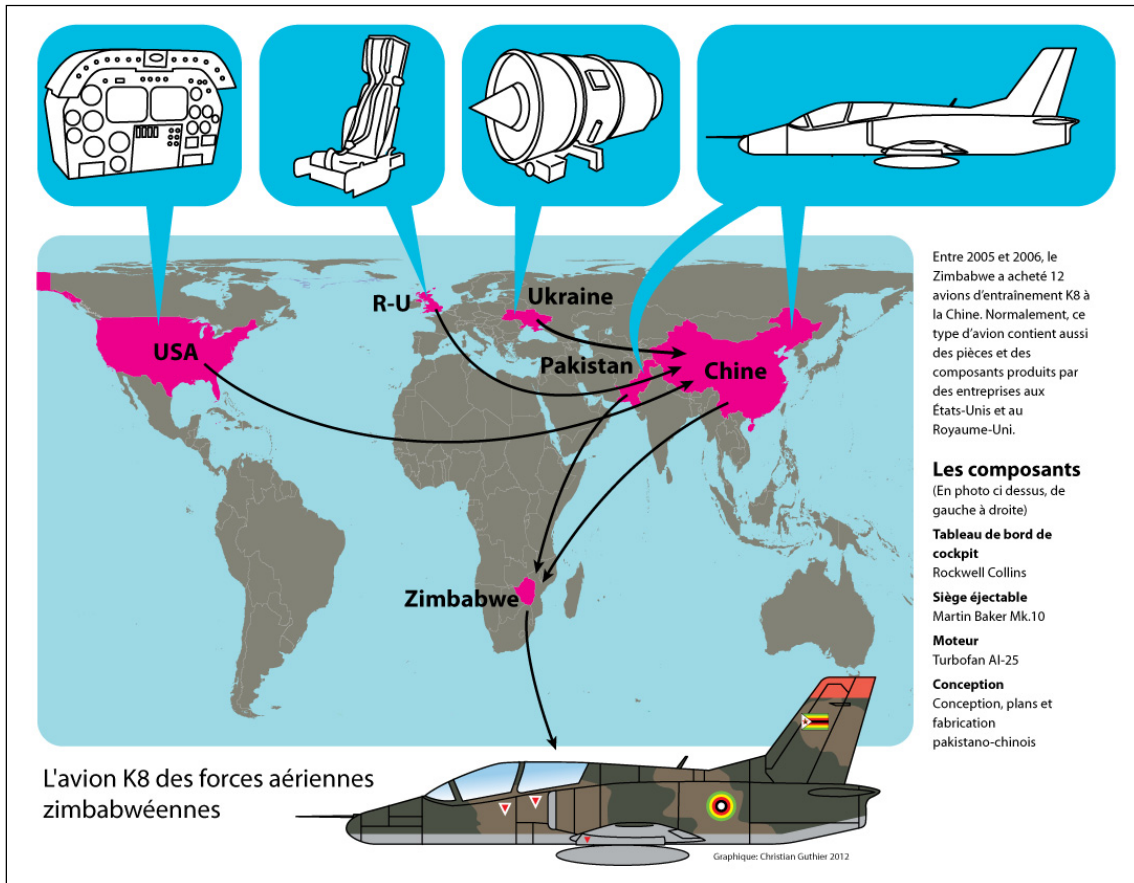
La grande majorité des armes et des munitions utilisées dans les conflits en Afrique (y compris des fusils d'assaut, grenades à tube, mortiers, mitrailleuses et autres armes de petit calibre et armes légères) ne proviennent pas d'Afrique.<sup>2</sup> Il existe toutefois un secteur industriel florissant dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne : la production d'armes de petit calibre et d'armes légères soutenue par des pays extérieurs. Dans de nombreux cas, ce commerce est légitime, mais parfois ces armes sont utilisées pour commettre des crimes au regard du droit international humanitaire et des droits de l'Homme.

L'un des produits largement fabriqués et disséminés dans toute l'Afrique est la Kalachnikov (ou AK-47), surnommée en 2006 par Oxfam « le tueur le plus populaire au monde ».<sup>3</sup> Ce fusil d'assaut a fait des ravages en Afrique. Entre 1990 et 2005, le continent a perdu plus de 18 milliards de dollars chaque année en raison de conflits armés.<sup>4</sup> Actuellement, entre 50 et 70 millions de fusils d'assaut sont en circulation. Ces armes ont été utilisées dans presque toutes les guerres et rébellions du continent au cours des 70 dernières années. Cela est dû en partie à la multitude des sources de production locales et aux activités de trafiquants tels que Viktor Bout. Bon marché et facile à entretenir, l'AK-47 est l'arme la plus répandue dans les pays qui ne disposent généralement pas d'une technologie de pointe.

Plusieurs entreprises éthiopiennes produisent des Kalachnikovs, des mortiers, des lance-roquettes et des munitions pour les armes légères. Dans les années 1990, le GAEC (Gafat Armament Engineering Complex) a commencé à produire un dérivé de Kalachnikov (l'AK-103) avec le soutien et la mise à disposition de pièces et des matières premières par la Corée du Nord.<sup>5</sup> D'autres pièces ont été importées en 2006.<sup>6</sup> Cette arme a été utilisée pendant la guerre qui a opposé l'Éthiopie à l'Erythrée de 1998 à 2006 et lors de l'invasion de la Somalie par l'Éthiopie en 2008.

Le DICON (Defence Industries Corporation of Nigeria, ou Corporation des Industries de la Défense du Nigeria) produit également une version de Kalachnikov et de ses munitions avec l'aide de la Chine.<sup>7</sup> La firme revendique même être en mesure d'assembler des mortiers belges, des fusils d'assaut semblables à ceux utilisés pendant l'ère soviétique, des grenades à tube et des mitrailleuses légères belges et italiennes.

À l'instar d'autres producteurs (au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, en Namibie et au Zimbabwe), aucune de ces entreprises ne fonctionnerait sans l'aide, la technologie, les pièces et les composants provenant de sources externes à l'Afrique. La plupart de ces transferts sont réalisés sans contrôle efficace, alors qu'un tel contrôle garantirait que ce commerce renforce la sécurité au lieu de la fragiliser.



## Comblent les vides juridiques potentiels dans le traité sur le commerce des armes

D'un côté, on constate une augmentation régulière du nombre de « revendeurs en ligne » vendant des composants pour armes de petit calibre et armes légères dans le monde entier.<sup>8</sup> De l'autre, les grandes entreprises du secteur de la défense construisent des tanks, des avions et d'autres systèmes d'envergure avec des pièces et des composants issus de plusieurs sources et de plusieurs pays. BAE, par exemple, se procure les principaux composants de son tank Challenger 2, construit au Royaume-Uni, dans six pays différents.<sup>9</sup>

Certains pays moins industrialisés achètent des équipements comme des tanks ou des avions en kit ; ces derniers sont transportés sous la forme de composants à assembler par le pays acheteur dans le cadre d'une « production sous licence ». En 2011, l'État égyptien a signé l'extension d'un accord historique pour assembler des tanks M1A1 américains en Égypte. Au terme du contrat, l'État aura acheté 1 130 tanks M1A1 assemblés dans les usines égyptiennes.<sup>10</sup> Des avions à réaction K-8E chinois, destinés à l'entraînement, sont également assemblés en Égypte dans le cadre d'un accord similaire.<sup>11</sup>

**Les pièces et les composants font désormais l'objet d'un commerce mondial. La non-régulation de transactions de ce type dans le traité sur le commerce des armes (TCA) risque de créer un vide juridique suffisamment ample pour permettre à des nations d'équiper la totalité de leurs forces armées en dehors du cadre du traité.**

L'aptitude à se procurer des pièces détachées est essentielle pour entretenir armes et véhicules. Une régulation insuffisante de ce commerce a rendu la distinction entre marchés légaux et illégaux beaucoup plus difficile, encourageant le développement du marché noir pour les pièces détachées d'équipements militaires.

Sans pièces détachées, une arme devient rapidement inoffensive. Cela est vrai non seulement pour les armes détenues par des forces de sécurité légitimes et responsables, mais également pour celles aux mains de groupes susceptibles de violer les droits de l'Homme ou d'exacerber un conflit. C'est précisément pour ces raisons que la Libye et l'Iran ont fait l'objet d'embargos nationaux, régionaux et des Nations Unies. La capacité très différente de ces deux pays à se procurer des pièces détachées souligne combien il est important de réguler ce commerce afin de respecter le droit international et d'éviter d'alimenter le commerce illégal d'armes.

## Libye et Iran

En 2011, la Libye disposait théoriquement de 374 avions de combat, mais la plupart étaient hors service, ce qui limitait la capacité du régime de Kadhafi à attaquer sa propre population civile.<sup>12</sup> Dès 2004, l'expert militaire américain Anthony Cordesman a décrit la Libye comme étant « le plus grand parking militaire au monde », du fait du nombre limité d'avions de combat en service dans toute la flotte libyenne, les sanctions internationales ayant rendu l'accès aux pièces détachées presque impossible.<sup>13</sup> Avant même que l'OTAN ne décrète le pays comme une zone d'exclusion aérienne, peu de cas d'attaques aériennes par hélicoptères ou avions de combat étaient rapportés. Les pilotes eux-mêmes ont signalé n'avoir réalisé qu'une poignée de missions, et un avion s'est d'ailleurs écrasé suite à un problème technique.<sup>14</sup>

Le commerce non régulé des pièces a toutefois permis à d'autres pays de contourner les embargos en vigueur. L'Iran dispose d'un réseau de revendeurs sur les marchés légaux et illégaux afin de contourner les sanctions appliquées par les États-Unis et les Nations Unies. L'armée de l'air iranienne est assez importante, avec environ 300 avions de combat,<sup>15</sup> dont 60 % sont opérationnels à tout moment. Ces derniers sont maintenus en bon état grâce au commerce des pièces détachées et une importante production nationale de composants reposant sur la rétro-ingénierie d'équipements déjà détenus par l'Iran ou que le pays a pu se procurer sur le marché noir.<sup>16</sup> En 2010, un revendeur français a été mis en détention aux États-Unis pour avoir essayé d'exporter des pièces et des réacteurs d'avion de chasse F-5 vers l'Iran.<sup>17</sup> La société irlandaise Mac Aviation Group a été accusée d'acheter des pièces de F-5 auprès de firmes américaines afin de les exporter illégalement vers l'Iran.<sup>18</sup>

Pour toutes ces raisons, notamment la mondialisation du commerce des armes, il est indispensable d'inclure les pièces et les composants dans un TCA international juridiquement contraignant. Cela *ne signifie pas* que la vente de chaque écrou, boulon ou ressort doit être régulée. En revanche, cela implique **de réguler les pièces et les composants conçus, fabriqués ou modifiés spécifiquement à des fins militaires** et qui sont essentiels au bon fonctionnement des armes et de leurs munitions.<sup>19</sup>

Sans régulation mondiale du commerce des pièces et des composants, il sera impossible de contrôler efficacement *le moindre* aspect du commerce des armes, car les entreprises pourront toujours contourner la législation et expédier des armes en kit en provenance de plusieurs pays du monde. **Si le commerce légal des pièces et composants est régulé au niveau mondial de façon transparente par le TCA, il sera plus aisé d'identifier les acteurs et de mettre fin au commerce illégal.** La présence de normes commerciales dans le TCA et leur intégration dans la législation nationale de tous les États signataires du traité sont les seuls moyens efficaces pour connaître la nature et les lieux d'échange des marchandises, et donc pour réguler ce commerce.

## APPEL À L'ACTION ET RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES NÉGOCIATEURS

Les États en faveur d'un TCA fort et efficace doivent peser de tout leur poids dans l'inclusion des pièces et des composants spécialisés dans le champ d'application du TCA. Il ne s'agit pas d'y inclure des pièces ou composants de base, mais uniquement ceux conçus et fabriqués spécifiquement pour le secteur de l'armement.

Le commerce mondial des pièces et des composants fait partie intégrante du commerce des armes. Les armes et les équipements militaires sont fabriqués à partir de pièces en provenance du monde entier ou qui peuvent être envoyées en kits par-delà les frontières avant assemblage.

Les pièces et les composants font également partie intégrante du service après-vente et servent à entretenir ou réparer les équipements, y compris pour les utilisateurs irresponsables. Cela s'applique aux gros équipements (avions ou tanks), mais également aux armes légères et de petit calibre.

Tous les États doivent veiller à ce que :

- le TCA inclue dans son champ d'application l'ensemble des pièces et composants spécialisés conçus et fabriqués pour le secteur de l'armement ou susceptibles d'être utilisés sur un équipement de défense ;
- à l'instar de toute arme ou tout système d'armement complet, le transfert de pièces et de composants soit soumis à des évaluations des risques exhaustives menées par les autorités responsables de l'octroi des licences. En effet, le transfert de composants nébuleux peut jouer un rôle clé pour redonner sa pleine puissance de feu à une arme ou à un système ;
- les transferts de ce type de pièces et composants fassent partie intégrante des exigences de *reporting* du TCA, avec des rapports rendus publics aux fins de transparence et de responsabilité.

## NOTES

- <sup>1</sup> Base de données COMTRADE des Nations Unies 2008–11, <http://comtrade.un.org/db/>
- <sup>2</sup> D. Hillier (2007), « Les milliards manquants de l'Afrique », IANSA, Oxfam, et Saferworld, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/download?id=366085&dl=http://oxfamilibrary.openrepository.com/oxfam/bitstream/10546/123908/2/bp-africas-missing-billions-111007-fr.pdf>
- <sup>3</sup> O. Sprague (2006), « L'AK-47 : le tueur le plus populaire au monde », campagne d'Oxfam International et de Control Arms.
- <sup>4</sup> « Les milliards manquants de l'Afrique », *op cit*, p. 21.
- <sup>5</sup> P. Wezeman et al. (2011), « Arms Flows to sub-Saharan Africa », document d'orientation du SIPRI 30, décembre 2011.
- <sup>6</sup> *Ibid.*
- <sup>7</sup> *Ibid.*, p. 9. Le DICON confirme entretenir un partenariat avec le fabricant chinois Poly-Technologies China. Voir <http://www.dicon.gov.ng/military1.html>
- <sup>8</sup> Voir par exemple : <http://www.gunaccessories.com>, <http://www.gunspares.co.uk> et <http://www.arms.es>. Ces entreprises rendent le libre-échange des composants dans le monde facilement accessible à tous, et pas seulement aux États.
- <sup>9</sup> Voir : <http://www.army-technology.com/projects/challenger2/>
- <sup>10</sup> *Defense Industry Daily* (2012), « Egypt orders more M1A1 tanks », 10 janvier 2012. <http://www.defenseindustrydaily.com/egypt-847m-request-for-125-m1a1-tanks-03684/>
- <sup>11</sup> *Defense Industry Daily* (2010), « China's K-8 jets: a killer for Myanmar », 30 juin 2010. <http://www.defenseindustrydaily.com/Chinas-K-8-Jets-A-Killer-for-Myanmar-06457/>
- <sup>12</sup> Institut international d'études stratégiques (2010), « Military Balance 2010 », p. 263.
- <sup>13</sup> A. Cordesman (2004), « Military Balance in the Middle East », CSIS, p. 96. <http://csis.org/publication/military-balance-middle-east-0>
- <sup>14</sup> Voir : <http://aviation-safety.net/wikibase/wiki.php?id=121151>
- <sup>15</sup> A. H. Cordesman et A. Wilner (2012), « U.S. and Iranian Strategic Competition: The Conventional and Asymmetric Dimensions », CSIS, pp. 33-38. [http://csis.org/files/publication/120221\\_Iran\\_Gulf\\_MilBal\\_ConvAsym.pdf](http://csis.org/files/publication/120221_Iran_Gulf_MilBal_ConvAsym.pdf).
- <sup>16</sup> *Ibid.*, p. 34.
- <sup>17</sup> U.S. Department of Justice (2011), « Summary of Major U.S. Export Enforcement and Embargo-Related Criminal Prosecutions: 2007 to the Present », septembre 2011. <http://www.justice.gov/nsd/docs/summary-eaca.pdf>
- <sup>18</sup> *Ibid.*
- <sup>19</sup> Par exemple, l'entreprise taïwanaise Chips Investment Casting Inc. fournit des pièces pour tout un éventail d'armes et de véhicules différents. Elle produit des pièces de petite taille destinées spécialement aux armes (des pistolets et carabines aux turbopropulseurs de réacteurs) et vend à des entreprises du secteur de la défense en Asie, au Moyen-Orient, en Australie, en Europe et en Amérique du Nord et du Sud. Détails extraits de divers sites Web, dont : <http://www.importgenius.com/suppliers/chips-investment-casting-inc>, [http://electronics.taiwantrade.com.tw/ORG/front/searchserv.do?method=listProductProductDetail&locale=2&MEMBER\\_TYPE=4&WEB\\_OPEN=0&DOMAIN\\_NAME=chips&DOMAIN\\_NAME\\_FLAG=0&company\\_id=7008&catalog\\_id=123944&come\\_soon=0](http://electronics.taiwantrade.com.tw/ORG/front/searchserv.do?method=listProductProductDetail&locale=2&MEMBER_TYPE=4&WEB_OPEN=0&DOMAIN_NAME=chips&DOMAIN_NAME_FLAG=0&company_id=7008&catalog_id=123944&come_soon=0) et <http://en.chips-casting.com/profile>.



© Oxfam International, juin 2012

Ce document d'information a été rédigé par Martin Butcher et Deepayan Basu Ray. Oxfam remercie Chris Stevenson-Drake, Anna Macdonald, Ed Cairns, Jonathan Mazliah, Daniel Gorevan, Claire Mortimer, ATT Legal, Helena Whall, Robert Lindner, Nicolas Vercken et Christian Gauthier pour leur participation.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78077-121-2 en juin 2012.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).